

Agir vraiment

Le groupe de travail sur la présence médicale, présidé au Sénat par Jean-Luc Fichet, a rendu son rapport « Déserts médicaux : Agir vraiment », adopté à l'unanimité des sénateurs de la Commission développement durable, le 5 février.

Alors que le nombre de médecins n'a jamais été aussi grand en France, l'on assiste, depuis quelques années, à la formation de zones sous-dotées où les patients éprouvent des difficultés à accéder aux soins dans des conditions de délais et de proximité satisfaisantes. Ces déserts médicaux correspondent souvent à des territoires ruraux, mais aussi à certaines villes moyennes ou zones péri-urbaines.

L'accès aux soins fait partie du socle de services indispensables qui conditionnent l'attractivité d'un territoire. Les maires en sont pleinement conscients. L'absence de médecin pose un problème majeur d'égalité des territoires et d'égalité entre les citoyens.

De nombreux élus cherchent des solutions : créer une maison médicale, participer aux frais de fonctionnement, mettre à disposition un logement ou des locaux, jusqu'à salarier des médecins !

Marisol Touraine a pris 12 engagements pour un Pacte Territoire-Santé. **« Si ce plan est essentiel, nous avons souhaité aller plus loin au regard d'une situation de plus en plus compliquée pour les communes. Les mesures structurelles et incitatives ont une portée encore trop limitée. Si les solutions prennent forcément du temps, nous estimons**

que des mesures plus volontaristes sont indispensables sans tabou, ni a priori, dans le seul souci de l'intérêt général », explique Jean-Luc Fichet.

Pour le sénateur du Finistère, il faut agir sur tous les leviers :

- revoir la conception des études de médecine pour mieux préparer les étudiants à la pratique libérale (modifier la sélection en première année, ouvrir le contenu des études, rendre obligatoire les stages en médecine générale, régionaliser les épreuves classantes...);
- améliorer l'accès aux soins en favorisant le regroupement, les rémunérations forfaitaires et la médecine salariée ;
- promouvoir les incitations financières existantes ;



« Il nous faut agir sur tous les leviers »

- étendre aux médecins le conventionnement sélectif en fonction des zones d'installation comme cela existe pour les pharmaciens, les infirmiers et les kinés et instaurer une obligation pour les médecins spécialistes d'exercer pendant deux ans à la fin de leurs études dans des hôpitaux de proximité.

Ces mesures vitales devront se mettre en place en lien avec les hôpitaux de proximité, afin de créer des pôles de santé par territoire, au plus près de nos concitoyens. 🌹

**CAP
FINISTÈRE**

26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER

DÉPOSÉ LE 14/02/2013



Dossier de la semaine

Un franc succès



Vie de la Fédération

Vers une déclinaison locale ?



Interview

Encore un effort...

Avec Jean-Jacques Kourliansky



Petite annonce

« Parti de droite, mais apolitique pour les élections locales, dirigé par 20 vice-présidents (19 hommes et une femme) et par 12 secrétaires généraux adjoints, cherche candidat-es pour municipales de 2014. Transfuges du Front national ou de toute autre officine d'extrême-droite acceptés pour figurer sur les listes, et plus si affinités. »

Voilà à quoi pourrait ressembler l'annonce que Jean-François Copé va publier pour « recruter » des candidats pour les prochaines municipales. Ce genre de pratique en dit long sur la réalité militante de l'UMP qui, on l'a bien vu pour ses élections internes, ne dispose pas de suffisamment d'adhérents pour être présente dans toutes les communes.

Les propositions



Les Ateliers du changement ce sont, à la fois, des débats mais aussi, après, des propositions. A Brest, les participants avaient le choix entre trois ateliers : le premier portait sur la place de la France dans le monde, le deuxième sur le vivre ensemble et le troisième sur le renouveau de la démocratie locale.

« Nous avons la chance d'avoir dans l'atelier consacré à la place de la France dans le monde plusieurs contributeurs originaires d'autres pays qui connaissent bien les enjeux internationaux », se félicite Isabelle Melscoët.

Les propositions portaient surtout sur la manière dont la France pourrait être plus présente à l'étranger et sur la redéfinition du rôle des ambassadeurs. Car, pour les participants à cet atelier, la France ne doit pas sous-estimer son image. « Les Chinois sont aussi présents partout, en particulier en Afrique mais, lorsque le Mali a besoin d'aide c'est à la France que les pays d'Afrique s'adressent », a souligné l'un des participants.

Dans l'atelier intitulé « Faire réussir la France », les propositions ont surtout porté sur l'éducation et l'emploi des jeunes. « Il apparaît nécessaire de simplifier les actions en faveur de l'insertion des jeunes et de réformer le système des bourses afin que plus de jeunes puissent en bénéficier », indique Emmanuelle Bénard. Quelques propositions ont également insisté sur l'importance des projets culturels dans la réussite de chacun, en précisant que l'aide aux politiques culturelles doit s'effectuer en direction des quartiers urbains mais aussi des zones rurales, qui ne doivent pas être oubliées. Enfin, la question des héritages a également été abordée.

Pour l'atelier, rénovation de la vie politique, les propositions visaient surtout à rapprocher les élus des citoyens. Cela passe à la fois par l'adoption d'un statut, la réduction du nombre de mandats dans le temps, la multiplication des instances qui permettent une représentation de la société civile.

La question de la formation des élus mais aussi des citoyens a également été abordée et l'école semble être un lieu d'apprentissage de la démocratie, dès le plus jeune âge.

Un franc succès

Le succès du premier Atelier du changement qui s'est déroulé à Brest, le 7 février, a permis de confirmer la pertinence de la démarche voulue par le premier secrétaire national, Harlem Désir : les Français, pour peu qu'on se donne les moyens de les laisser s'exprimer, veulent prendre la parole et ont des propositions à faire (voir encadré).



Près de 500 personnes à Brest

Ce n'est pas un hasard si près de 500 personnes se sont retrouvées à l'Atelier, un soir de semaine de 18 h 30 à 22 h 00 pour réfléchir à l'avenir de la France. « Nous avons voulu permettre à un maximum de personnes de participer à ce rendez-vous en faisant traduire les débats en langue des signes et en mettant en place une garderie pour les enfants », explique Marc Coatanéa, premier secrétaire fédéral.

Pour la première fois, un parti au gouvernement se tourne vers les citoyens pour les écouter et entendre leurs propositions. Le débat, totalement libre, est introduit par un film, réalisé à partir d'interviews de Français, notamment quelques Brestois, qui expliquent comment ils voient l'avenir de la France. Pendant près de deux heures, des Finistériens de toutes origines, jeunes, salariés, chefs d'entreprises, demandeurs d'emploi, urbains ou ruraux ont pris la parole pour exprimer leurs attentes vis-à-vis du Parti Socialiste.

« J'ai entendu ici un triple message », a expliqué Harlem Désir. « Un message d'alerte, un message d'espoir mais aussi la confirmation que les Français croient en la politique et en attendent beaucoup. »

Le message d'alerte doit être entendu. Les conséquences quotidiennes de la crise

sont dramatiques pour les Français privés d'emploi, pour les jeunes qui ne parviennent pas à entrer dans le monde du travail.

Mais à côté de cette crise, les Français disposent d'un vrai savoir-faire qui permet tous les espoirs. La France est leader dans de nombreux secteurs comme les transports avec le TGV ou l'énergie avec Areva. « Ici à Brest, vous savez que nous pouvons être en pointe dans le domaine de la mer », a illustré Harlem Désir.

« Les contraintes financières sont bien réelles et nous devons, pour ne pas être sous la coupe des marchés financiers, désendetter le pays », a rappelé le premier secrétaire national. Cependant, la priorité va à l'école, en particulier vers les petites classes, car c'est là que se joue la scolarité des jeunes. La sécurisation des parcours professionnels est aussi une priorité.



Harlem Désir a assisté aux ateliers

Les interventions ont confirmé une attente des citoyens vis-à-vis de la politique. Certes, il existe une méfiance envers les élus mais les Français sont passionnés par la politique. « On l'a déjà vu avec le succès des Primaires citoyennes », a rappelé Harlem Désir. « Si nous ouvrons nos portes et nos fenêtres, les citoyens répondent présents et le débat que nous venons d'avoir à Brest en est l'illustration. »

Or, pour le premier secrétaire national du Parti Socialiste, « c'est de cette manière, en impliquant tous les citoyens qui le souhaitent, que nous parviendrons à surmonter la crise et à faire gagner la France. » 🇫🇷

Vers une déclinaison locale ?

La réussite des Ateliers du changement s'explique par l'engagement des militants du Parti Socialiste.

Il s'agissait de donner la parole aux Françaises et aux Français qui n'ont pas l'habitude de participer à des réunions politiques et le rôle des adhérents a été déterminant. D'abord pour mobiliser, autour d'eux, leurs voisins, collègues de travail ou d'associations. **« J'en ai parlé aux personnes que je croisais, et elles-mêmes en ont parlé autour d'elles »**, explique Louisa Bouraya, militante brestoïse qui a contribué à faire connaître cette initiative auprès de personnes qui ne sont pas engagées au Parti Socialiste. **« Les échos que j'ai eu depuis le 7 février sont très positifs. »**

Ensuite, durant le débat et les ateliers de propositions, les secrétaires fédéraux ont aidé à mettre en forme les propositions des participants. **« Nous avons déjà, à Brest**



En atelier pour formuler des propositions

expérimenté, à une plus petite échelle, ce type de réunion participative, en particulier sur la thématique de l'absentéisme », explique Thierry Fayret. **« Cela change totalement par rapport à ce que nous avons l'habitude de faire »,** reconnaît Emmanuelle Bénard. **« Normalement, on cherche à convaincre les personnes qui sont en face de nous. Là, on cherche au contraire à les écouter et à les**

comprendre pour dégager des propositions ».

L'ensemble des propositions issues des Ateliers du changement serviront à enrichir le projet du Parti Socialiste.

Plusieurs villes vont, tout au long du premier semestre, accueillir les Ateliers du changement.

La prochaine étape s'arrêtera à Marmande. Mais, dans le Finistère, les adhérents du Parti Socialiste pourront s'inspirer de cette démarche pour aller, à l'échelle d'une ville, d'un canton ou de tout le département, à la rencontre des citoyens pour les écouter et recueillir leurs propositions pour faire vivre le changement, dans le prolongement des Primaires citoyennes. 🌸

Interview

Encore un effort...

Avec Jean-Jacques Kourliansky

Le sommet euro-latino américain qui s'est tenu au Chili les 26 et 27 janvier a confirmé que les relations entre les deux continents doivent encore se développer, explique Jean-Jacques Kourliansky, chercheur à l'IRIS, spécialiste de l'Amérique latine.

idéologique très large, trop large pour permettre d'aller au-delà d'échanges sur la conjoncture économique et financière du moment et la mise en œuvre de coopérations ponctuelles. Le climat était d'autre part altéré par l'existence de nombreux contentieux bilatéraux d'importance variable, mais obscurcissant le contexte (Angleterre/Argentine ; Espagne/Argentine ; Bolivie/Espagne ; Mexique/France ; Cuba/Espagne ; Venezuela/Espagne).

Cap Finistère : Peut-on parler d'échec du sommet euro-latino américain ?

Jean-Jacques Kourliansky : Cette conférence a permis aux Européens, en difficulté, de rencontrer les latino-américains représentants d'un sous-continent en expansion économique.

Mais l'hétérogénéité des deux ensembles, porteuse de divergences de toutes sortes ne permettait pas d'aller au-delà. Prétendre le contraire relève de l'illusionnisme politique. Les gouvernements latino-américains, comme ceux de l'Union européenne, couvrent un éventail

Cap Finistère : La France entretient pourtant des relations privilégiées avec le Brésil, par exemple.

Jean-Jacques Kourliansky : La France a effectivement fait le choix au nom du réalisme économique de privilégier en Amérique latine les pays membres du G-20, l'Argentine, le Brésil et le Mexique. François Hollande, dès sa prise de fonction, a assisté à deux grands rendez-vous internationaux, au Mexique d'abord, au Brésil ensuite. Il a rencontré, ultérieurement à Paris, les chefs d'État de ces deux pays.

Cap Finistère : On a reparlé des Malouines à ce sommet. Existe-t-il encore un risque de guerre ?

Jean-Jacques Kourliansky : Ce risque est totalement exclu, même si pour des raisons de politique intérieure et d'influence le gouvernement du Royaume-Uni se livre à des gesticulations militaires. Ni le Royaume-Uni, ni l'Argentine ne souhaitent répéter l'expérience dramatique de 1982. En revanche, le contentieux entre les deux pays est dans une phase aiguë depuis plusieurs mois. L'existence supposée de pétrole, la décision du Royaume-Uni de procéder à des recherches au large des Falkland/Malouines, a été considérée comme inamicale par Buenos-Aires. Les gestes diplomatiques agressifs se sont succédés, depuis 2011. Les pays d'Amérique du sud (l'UNASUR) soutiennent l'Argentine. Ce dossier est l'un des nombreux contentieux euro/latino-américains qui ont ces dernières années éloigné les possibilités de coopération intercontinentale. 🌸



Agenda

15 février

18 h 00 : Assemblée générale de la 4^e circonscription, salle du Cheval blanc à Plourin-lès-Morlaix.

19 février

20 h 15 : Réunion du city group de Brest, avec Pierre Karleskind (la Bretagne et l'Europe) et Joël Vigner (le budget européen), au local du PS à Brest.

20 février

18 h 30 : Secrétariat fédéral au siège de la Fédération à Quimper.

8 mars

18 h 45 : Conseil fédéral au local du PS à Brest.

Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1212P 11428
N° 990 - Vendredi 15 février 2013
www.ps29.org - cap-finistere@wanadoo.fr
26B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22 - Fax : 02 98 53 12 20

Directeur de la publication : Marc COATANÉA

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44 - Fax : 02 98 43 64 03

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

Abonnement

Réabonnement

Abonnement pour un an : 20 euros
Abonnement de soutien : à partir de 25 euros

Chèque à l'ordre de :
Fédération du Finistère
du Parti Socialiste

En bref

Consommer local

Le Conseil général du Finistère s'est fixé pour objectif d'inciter à consommer local et à accompagner les mutations de l'agriculture dans le respect des enjeux environnementaux.

La Commission permanente de l'Assemblée départementale, réunie le 4 février 2013, a approuvé la convention tripartite entre le Conseil général, le

Groupement des Agriculteurs Biologiques (GAB) et la Maison de l'Agriculture Biologique du Finistère (MAB) pour une durée de trois ans (2013-2015).

Durant cette période, le Conseil général soutiendra plus particulièrement les actions développées par la MAB et le GAB qui contribuent à favoriser la production biologique et à structurer les filières locales ainsi que le développement de la restauration collective en bio.

Dans le cadre de ce

partenariat, le Conseil général a décidé de mettre en place une action à destination des collectivités pour les inciter à développer l'usage d'ingrédients bio dans les repas servis par leur service de restauration.

A travers cette action, la MAB proposera gratuitement à toutes les communes et à leurs groupements la réalisation d'un diagnostic et la formulation de propositions pour développer la présence des produits bio dans leur service de restauration collective.

Annonces légales & judiciaires

EXCO GEFICO DÉVELOPPEMENT

Société à Responsabilité Limitée
au capital de 2 000 euros
Siège social : 18, rue Jean Jaurès
29200 BREST
503 611 691 RCS BREST

Par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 4 février 2013, le capital social a été réduit d'une somme de 300 euros par rachat et annulation de 150 parts sociales sous condition de l'absence d'intervention de toute opposition des créanciers sociaux.

Le procès-verbal constatant la décision est déposé au Greffe du Tribunal de commerce de BREST.

En outre, il résulte des délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 4 février 2013, la publication des mentions suivantes à effet du 4 février 2013.

Anciennes mentions :

Dénomination : EXCO GEFICO DÉVELOPPEMENT.

Gérance : Christophe OLLIVIER, demeurant 44 bis, rue Brigadier Le Cann - 29200 BREST.

Nouvelles mentions :

Dénomination : GEFICO DÉVELOPPEMENT.

Gérance : Bernard TREVIEN, demeurant rue Châteaubriand - 29190 PLEYBEN et Marie-Pierre OMNES demeurant 11, rue René Cassin - 29490 GUIPAVAS.

Pour avis,
La Gérance.

EXCODIS

Société par Actions Simplifiée
au capital de 20 000 euros
Siège social : 18, rue Jean Jaurès
29200 BREST
349 532 994 RCS BREST

Des décisions unanimes d'associés en date du 4 février 2013, il résulte la publication des mentions suivantes :

Anciennes mentions :

Direction : Président : Monsieur Bernard TREVIEN demeurant rue Châteaubriand - 29190 PLEYBEN. Vice-présidente : Madame Marie-Pierre OMNES demeurant 11, rue René Cassin - 29490 GUIPAVAS.

Nouvelles mentions :

Direction : Président : Monsieur Bernard TREVIEN, demeurant rue Châteaubriand - 29190 PLEYBEN.

Directrice Générale : Madame Marie-Pierre OMNES demeurant 11, rue René Cassin - 29490 GUIPAVAS.

Pour avis.

SCP O'REILLY - BARIOU
Notaires associés à MELGVEN (29140)
1, route de Concarneau

AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte reçu par Maître Géraldine JUNG-WORMSER, notaire au sein de la Société Civile Professionnelle « Patrick O'REILLY et Olivier BARIOU, notaires associés », titulaire de l'office notarial sis à MELGVEN (Finistère) 1, route de Concarneau, le 30 janvier 2013, enregistré à SIE DE QUIMPER EST le 1er février 2013, bordereau n° 2013/218, case n° 1, il a été constitué la Société Civile Immobilière suivante :

Dénomination :

SCI CM ST JACQUES.

Siège social : CONCARNEAU (29900) lieu-dit Coat Conq.

Durée : QUATRE VINGT DIX NEUF (99) années à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

Objet :

- La propriété, l'administration et la gestion par location ou autrement de tous immeubles bâtis ou non bâtis dont la société peut devenir propriétaire par voie d'acquisition, de construction, d'échange, d'apport ou autrement ;

- Toutes opérations financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à cet objet et susceptible d'en faire la réalisation, à condition toutefois d'en respecter le caractère civil ;

- L'emprunt de tous fonds nécessaires à ces objets et la mise en place de toutes sûretés réelles ou autres garanties nécessaires ;

- Exceptionnellement l'aliénation de tous immeubles devenus inutiles à la société au moyen de vente, échange ou apport en société ;

Et plus généralement toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à cet objet, pourvu qu'elles ne portent pas atteinte au caractère civil de la société.

Capital social : 100 euros.

Apports en numéraire : 100 euros.

Gérants : Monsieur Christophe COURRIC, demeurant à ROSPORDEN (29140) 18, coteau Pont Ar Marc Had et Mademoiselle Morgane NICOLAS, demeurant à ROSTRENEN (22110) 22, cité du Manoïr.

Parts sociales - Clauses d'agrément : Les statuts contiennent une clause d'agrément des cessions et transmissions de parts.

Immatriculation au RCS de QUIMPER.

Pour avis,
Le Notaire.

Jean-Marc BERROU

Avocat
3, rue Kéravel - 29200 BREST
Tél. 02 98 44 04 16

LE RELAIS PRAT PIP

SARL au capital de 20 000 euros
Siège social : 50, rue Nungesser
29490 GUIPAVAS
528 210 172 RCS BREST

Aux termes d'une délibération en date du 27 décembre 2012, les associés statuant en application de l'article L.223-42 du Code de

commerce, ont décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la société.

Pour avis,
La Gérance.

SCI BREST 2013

Société Civile Immobilière
au capital de 1 000 euros
Siège social : 3, rue Kéravel - 29200 BREST

AVIS DE CONSTITUTION

Avis est donné de la constitution d'une société présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination :

SCI BREST 2013.

Forme : Société Civile Immobilière.

Siège social : 3, rue Kéravel (29200) BREST.

Objet : L'acquisition, la gestion, la réparation, l'entretien, l'administration, la transformation, la prise à bail, la location de tous biens immobiliers bâtis ou non bâtis ; la souscription d'emprunts immobiliers, le cautionnement de prêts ; la mise en garantie de tout ou partie de ses biens immobiliers dans le cadre des emprunts conclus par la société ou ses associés auprès de tout établissement de crédit et notamment l'octroi de cautionnements simples ou solidaires et d'hypothèques.

Durée : 50 années à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

Apports en numéraire : 1 000 euros.

Gérants : Madame Cécile YAKOU-BOWITCH demeurant à BREST (29200) 9, rue de Siam et Monsieur Xavier MOAL demeurant à BREST (29200) 9, rue de Siam.

Cession de parts : Les parts sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société, ainsi qu'aux descendants, ascendants et conjoints, qu'avec le consentement des associés représentant les trois quarts du capital.

Immatriculation au Registre du commerce et des sociétés de BREST.

Pour avis.

FIDAL

Société d'Avocats
61, rue de l'Abbaye - Bâtiment H
50100 CHERBOURG-OCTEVILLE

FERNAND PAUGAM

Société à Responsabilité Limitée
au capital de 80 000 euros
Siège social : Z.I. des Carmes
29250 SAINT-POL-DE-LÉON
RCS BREST 331 831 453

Par décision de l'associée unique en date du 31 janvier 2013, ont été nommés pour une durée de six exercices :

- En qualité de Commissaire aux comptes titulaire : la société AUDIT EXPERTISES 6, Le Haut Quesnoy - 50300 SAINT-MARTIN-DES-CHAMPS ;

- En qualité de Commissaire aux comptes suppléant : Monsieur Philippe BLIN-LEBRETON 6, Le Haut Quesnoy - 50300 SAINT-MARTIN-DES-CHAMPS.

La Gérance.